



EBLIDA pour les élections européennes 2024

La commission Advocacy de l'ABF a transmis aux candidat·e·s aux élections européennes le [Manifeste publié par EBLIDA](#) à cette occasion, en leur demandant comment ils envisageaient la question des bibliothèques dans leur programme.

37 listes ont été contactées (impossible de trouver le contact ou même le programme/site web d'une 38^e), voici la synthèse des réponses reçues.

[cliquer pour agrandir]

PROGRAMMES CANDIDATS EUROPÉENNES 2024

- [EUROPE ÉCOLOGIE](#)
- [NOUS LE PEUPLE](#)
- [NPA RÉVOLUTIONNAIRES](#)
- [POUR UNE AUTRE EUROPE](#)

EUROPE ÉCOLOGIE

[Le programme nous a été transmis duquel nous avons fait ressortir quelques éléments de politique culturelle proches des sujets portés par les bibliothèques]

Doter l'Union d'une politique culturelle cohérente

La culture est au cœur même du projet européen, dans toute sa diversité et avec l'apport de toutes les populations, anciennes et récentes. Nous partageons non seulement une histoire et un patrimoine, mais des imaginaires, passés, présents et futurs.

À l'heure où l'illibéralisme menace la liberté de création et d'expression dans plusieurs pays européens, il nous semble essentiel d'affirmer ce rôle essentiel et transversal de la culture. Cela implique un soutien accru à la diversité culturelle sur l'ensemble des territoires, avec une attention particulière aux expressions des

personnes marginalisées géographiquement et/ou socialement.

Cela exige également la mise en œuvre des droits culturels dans toutes leurs dimensions : liberté d'expression et de création, et capacité pour tout.e citoyen.ne de l'Union européenne à participer à la vie culturelle, sur son territoire de vie, mais aussi ailleurs. Nous voulons également défendre l'exception culturelle (notamment face aux plateformes de streaming), défendre le droit d'auteur et son modèle économique des exclusivités territoriales.

Mettre en place une politique culturelle européenne en articulant les différents instruments d'intervention autour d'objectifs communs et définis en impliquant les parlementaires et des représentants des mondes de la culture.

Ces objectifs doivent garantir la diversité culturelle (dans la production et la distribution), intégrer la mise en œuvre des droits culturels et l'accompagnement de la transition écologique du secteur culturel (infrastructures, fonctionnement) ;

Renforcer l'éducation européenne comme facteur d'émancipation sociale et économique

Notre éducation, c'est, certes, acquérir des compétences utiles dans un cadre professionnel qui est un axe essentiel de la transition écologique comme le porte la stratégie européenne des compétences. C'est aussi et surtout "apprendre à apprendre", cultiver l'ouverture d'esprit et la curiosité, le vivre et l'agir ensemble dans une dynamique globale pour chaque personne. Comme la culture, l'éducation est centrale pour accompagner et mettre en œuvre la transition écologique. Qu'il s'agisse d'éducation formelle, non-formelle ou informelle, d'éducation primaire, secondaire, universitaire ou tout au long de la vie, l'Union européenne peut être porteuse, en appui, d'une éducation qui permette à chaque personne de s'émanciper.

L'enseignement supérieur et la recherche constituent une des bases des échanges européens et remontent au Moyen-Âge. Le programme Horizon Europe doté de près de 95 milliards d'euros pour 2021 - 2027 participe du soutien à l'excellence de la recherche européenne. Il doit être orienté pour accompagner la transition écologique dont l'Union européenne veut être le fer de lance.

Le soutien à l'éducation populaire porté par différents fonds et la mise en place du dialogue structuré comme lieu de participation de la jeunesse peuvent aussi contribuer à construire la société de demain. Les programmes devraient ainsi inclure des axes volontaristes permettant de lutter contre les violences sexistes et sexuelles avec par exemple de l'éducation complète à la sexualité (ECS), l'éducation à la paix, l'éducation à l'éco-citoyenneté.

Faciliter l'accès aux programmes de soutien à la culture pour les actions de protection, de promotion ou de reconnaissance des langues régionales ou minoritaires.

NOUS LE PEUPLE

Nous soutenons votre action en faveur des bibliothèques et souhaitons renforcer leur place dans la vie culturelle afin de démocratiser au maximum le savoir et la culture.

Nous sommes opposés aux aspects économiques et commerciaux de la construction européenne qui mettent les travailleurs en concurrence et favorisent l'abandon des services publics, mais sommes très partisans de coopérations culturelles entre nations y compris bien sûr les bibliothèques. C'est vers ce genre d'action que devrait se tourner l'UE, nous souhaitons détruire l'UE actuelle pour mettre en place une nouvelle

coopération fondée avant tout sur ce genre d'initiatives.

Bien cordialement,

Nous Le Peuple

NPA RÉVOLUTIONNAIRES

Nous remercions l'Association des bibliothécaires de France pour ces informations concernant les bibliothèques et le rôle que, selon elle, elles devraient pouvoir jouer.

Pour les révolutionnaires communistes que nous sommes, l'accès à la culture universelle pour tous et toutes est la condition première de l'épanouissement d'une société réellement humaine. Cet accès passe aujourd'hui en partie par les bibliothèques, qui sont confrontées à des problèmes pour la plupart liés à la structure sociale actuelle, à la division de la société en classes ainsi qu'au règne de la concurrence et de la loi du profit capitalistes.

Prenons le cas des bibliothèques de lecture publique ou universitaires. Comme tous les services publics, elles sont pour la plupart contraintes de subir les restrictions imposées par l'État ou les collectivités territoriales, qui se traduisent de différentes manières : restrictions budgétaires qui obèrent les acquisitions, dégradation des locaux, personnel en nombre insuffisant et de plus non reconnu dans sa qualification par son statut, augmentation des tarifs d'inscription (qui, bien sûr, pour nous ne devraient pas exister, la gratuité devrait être la règle), etc. Heureusement, de nombreuses mobilisations du personnel, toujours soutenues par le public, permettent de résister, souvent avec succès, à ce rouleau compresseur.

L'existence du droit d'auteur, différent selon les pays, restreint également les budgets d'acquisition des différents établissements. Si le problème est à peu près résolu – grâce à la Révolution française – pour les livres imprimés, il est singulièrement plus délicat pour les documents électroniques, sonores ou les images animées.

Et comment ne pas parler également des nombreuses bibliothèques ou centres de documentation privés, en particulier liés aux grandes entreprises et aux laboratoires de recherche, cette concurrence féroce entre capitaux qui interdit à la recherche et à ses résultats d'être partagés, et de profiter à l'ensemble de l'humanité par l'accélération du progrès scientifique ?

Mais le problème des bibliothèques et centres de documentation va bien au-delà des politiques anti-populaires des gouvernements qui visent à réduire les budgets des services publics pour arroser toujours plus les plus riches. Car comment donner accès à la culture à tous et à toutes quand une partie de la population est enchaînée à un travail éreintant, quand elle n'est pas rejetée de la société par le chômage et l'accès minimum à des biens indispensables comme le logement ?

Alors, même si les combats légitimes pour la défense des bibliothèques et du service public dans la société d'aujourd'hui sont importants, nous savons qu'ils ne pourront aboutir pleinement que dans un monde débarrassé de l'exploitation et des oppressions qui lui sont liées. Urgence révolution !

La section « bibliothèques » du NPA-R

POUR UNE AUTRE EUROPE

Nous pouvons vous garantir que, dans le cas où nous aurions des élus, nous revitaliserons les bibliothèques puisque dans notre projet il est prévu de revenir aux fondamentaux de l'enseignement dont font partie l'écriture et la lecture.

Cependant, cela passera par une volonté affirmée de nos concitoyens de mettre fin à la dérive dictatoriale en cours en s'intéressant à la vie politique pour en exiger une moralisation.

Pour et comment moraliser la vie politique et motiver les électeurs à voter : https://youtu.be/PVifgzkrU_o

Jean-Marc Fortané, tête de la liste Pour Une Autre Europe